

# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE

T/L.1055  
20 mai 1963  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

### APERÇU DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

#### Document de travail rédigé par le Secrétariat

Note : Le Secrétariat a rédigé le présent document de travail pour servir d'avant-projet du chapitre que le Conseil de tutelle consacrera à la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru dans son prochain rapport à l'Assemblée générale. Les différentes sections de ce projet seront complétées par les nouveaux renseignements que le Conseil pourra obtenir lors de l'examen de la situation du Territoire et par les observations et recommandations qu'il voudra y faire figurer.

#### I. GENERALITES

##### Territoire et population

1. Le Territoire sous tutelle de Nauru est une petite île située dans la partie centrale du Pacifique; sa superficie est de 5 263 acres et sa circonférence est d'environ 20 kilomètres; 2 130 hectares de la superficie totale de Nauru sont classés comme gisements de phosphate. Au 30 juin 1962, le Territoire comptait 4 849 habitants dont 2 516 Nauruans, 1 173 personnes originaires d'autres îles du Pacifique, 748 Chinois et 412 Européens. En outre, 69 Nauruans étaient absents de l'île à cette date, faisant des études à l'étranger ou pour des raisons de santé ou d'ordre personnel. Juridiquement, les Nauruans ont le statut de "protégés australiens".

##### Avenir des Nauruans

2. Le Conseil de tutelle s'est particulièrement préoccupé de la question de l'avenir de la communauté nauruane étant donné que Nauru ne possède pas d'autres ressources naturelles que les gisements de phosphates et que ceux-ci seront épuisés par les British Phosphate Commissioners dans 40 ans. Le Conseil de

tutelle a demandé à l'Autorité administrante d'élaborer, en collaboration avec les Nauruans, des plans pour la réinstallation de la population.

3. A sa vingt-deuxième session, le Conseil a noté que les dirigeants nauruans avaient confirmé qu'il était nécessaire de trouver un nouveau foyer pour la population nauruane et qu'on ne pouvait revenir sur cette décision fondamentale. Il a estimé que la recherche de ce nouveau foyer devrait être poursuivie activement et que les Nauruans eux-mêmes devraient être mis à même d'étudier toutes les possibilités de réinstallation. Le Conseil a également noté que la Mission de visite avait recommandé que l'Autorité administrante passe en revue toutes les îles possibles au large des côtes d'Australie et de Nouvelle-Guinée, sans exclure les îles habitées de Nouvelle-Guinée, et qu'elle élabore, comme solution de remplacement, un plan détaillé tendant à créer, en Australie, une communauté nauruane distincte à proximité d'une importante agglomération. Le Conseil avait confiance que, dans la recherche d'une solution aux problèmes de la réinstallation des Nauruans ainsi que dans l'élaboration de propositions détaillées, l'Autorité administrante respecterait pleinement le désir du peuple nauruan de conserver son identité nationale. Le Conseil a pris note avec intérêt des propositions que le Sous-Comité de la réinstallation du Conseil de gouvernement local de Nauru avait présentées au Gouvernement australien le 19 juin 1962 et dans lesquelles la population nauruane avait proposé la création d'une nation nauruane souveraine liée à l'Australie par un traité d'amitié. Le Conseil a noté que les propositions nauruanes avaient été présentées quelques jours seulement avant l'examen de la question par le Conseil et que la Mission de visite et l'Autorité administrante n'avaient pas eu le temps de les examiner ou de présenter des observations à leur sujet; il a pris note de la déclaration du représentant spécial de l'Autorité administrante selon laquelle ces propositions seraient discutées et examinées au cours de nouvelles négociations entre l'Autorité administrante et les dirigeants nauruans. Le Conseil a exprimé l'espoir que les résultats de ces négociations seraient communiqués au Conseil de tutelle à une date rapprochée, de sorte que l'Assemblée générale puisse les examiner à sa dix-septième session. Le Conseil a partagé l'opinion de la Mission de visite selon laquelle le moment était venu pour l'Autorité administrante d'élaborer des plans précis et détaillés qui seraient

présentés sans autre délai aux Nauruans pour examen et discussion et auxquels ils auraient la possibilité de proposer toutes les modifications ou améliorations qui pourraient leur sembler nécessaires.

4. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré que, pour faciliter les opérations, elle avait désigné un fonctionnaire spécialement choisi à cet effet pour occuper à plein temps les fonctions de Directeur de la réinstallation des Nauruans et que celui-ci avait mené d'importantes enquêtes au sujet des possibilités qui s'offraient s'agissant de l'emplacement du futur foyer nauruan. A la suite de ces travaux, le Chef supérieur et l'Administrateur se sont rendus en février 1963 en visite d'inspection dans l'île Curtis au large de la côte du Queensland, mais aucune décision n'a encore été prise à cet égard. L'Autorité administrante a également déclaré que les discussions avec le Conseil de gouvernement local de Nauru se poursuivaient.

## II. PROGRES POLITIQUE

### Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et extension de leurs pouvoirs

5. A sa vingt-neuvième session, le Conseil, conscient de l'importance qu'il y avait à aider le peuple nauruan à accéder à l'autonomie dans la gestion de toutes ses affaires intérieures, a fait sienne l'opinion de la Mission de visite en la matière et a recommandé de créer immédiatement un comité consultatif chargé d'étudier l'ensemble de la question des futurs pouvoirs législatifs et exécutifs et d'élaborer des plans constitutionnels prévoyant une pleine participation des Nauruans à l'exercice des pouvoirs législatif et exécutif dans le Territoire. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la déclaration du représentant spécial selon laquelle il ne voyait aucune objection au principe d'une plus large participation des Nauruans à leur propre gouvernement, selon la suggestion faite par la Mission de visite, quels que puissent être par la suite les faits nouveaux en ce qui concerne le nouveau foyer nauruan.

6. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré que, considérant que le meilleur moyen de préparer le peuple nauruan à participer plus pleinement à l'exercice des pouvoirs législatif et exécutif dans le Territoire consistait à étendre les pouvoirs et la portée du Conseil de gouvernement local, elle avait

présenté audit Conseil des propositions touchant l'extension de ses pouvoirs. Le Conseil s'est déclaré "fortement encouragé" par ces propositions qui, pour la plupart, ont rencontré son agrément. L'Autorité administrante a également déclaré qu'on était en train d'élaborer les lois pour donner effet à ces propositions. En même temps, on consultait le Conseil au sujet d'un nombre de plus en plus varié de questions, si bien que presque toutes les questions importantes touchant l'administration de l'île, lui étaient soumises, soit officiellement, soit officieusement.

Fonction publique : formation et nomination de Nauruans à des postes de responsabilité dans l'administration

7. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a noté avec regret qu'un petit nombre seulement de Nauruans avaient été nommés jusque là à des postes supérieurs dans l'administration et a noté en outre que la Mission de visite avait indiqué que cette situation préoccupait les dirigeants nauruans. Il a réitéré la recommandation antérieure par laquelle il avait demandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue de préparer les Nauruans à des postes de responsabilité dans l'administration de même qu'à des emplois supérieurs auprès des British Phosphate Commissioners. Prenant note de la création d'un poste de commissaire à la fonction publique, le Conseil a suggéré que cette mesure soit complétée par la création d'une commission de la fonction publique composée d'une majorité de Nauruans. Le Conseil a attiré l'attention de l'Autorité administrante sur les vues que la Mission de visite avait exprimées à ce sujet, et a exprimé l'espoir que la modification proposée permettrait aux Nauruans de participer à l'examen de la structure de la fonction publique, à l'établissement du barème des traitements, à celui des conditions requises pour la nomination à des postes déterminés, et au choix des candidats qualifiés.

8. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle s'était fixé pour politique de nommer des Nauruans à des postes supérieurs dans l'administration dès qu'ils seraient qualifiés pour les occuper et qu'elle poursuivait ses efforts en vue de préparer un certain nombre de Nauruans à des postes de responsabilité dans l'administration. L'Autorité administrante approuvait, d'une manière générale, la proposition visant à associer les Nauruans aux travaux du Service du commissaire à la fonction publique et indiquait que des discussions avaient été engagées avec



le Conseil de gouvernement local de Nauru en vue de mettre au point les mesures pouvant le mieux permettre aux Nauruans d'acquérir l'expérience qui les préparerait à participer plus largement aux travaux intéressant la fonction publique de Nauru.

### III. PROGRES ECONOMIQUE

#### Généralités

9. L'économie de Nauru dépend entièrement de l'industrie des phosphates.

En 1961-1962, la valeur des exportations de phosphates a été de 3 391 634 livres, contre 2 945 098 livres, l'année précédente. Quant aux importations, en provenance surtout de l'Australie, elles se sont élevées à 1 845 734 livres, contre 1 463 236 livres, l'année précédente.

10. A sa vingt-neuvième session, le Conseil, estimant que les Nauruans devraient être mieux à même de déterminer s'ils recevaient une part suffisante des profits de la vente des phosphates, a fait sienne la recommandation de la Mission de visite tendant à ce que soit organisée, au moins une fois par an, une conférence de représentants des British Phosphate Commissioners et de représentants élus nauruans, au cours de laquelle seraient examinées les questions qui auraient été inscrites par avance à l'ordre du jour sur la demande de l'une ou l'autre des deux parties. Le Conseil a estimé que cet examen annuel permettrait d'expliquer et de discuter dans le détail toutes les questions intéressant à la fois les British Phosphate Commissioners et la population, en vue de parvenir à des décisions satisfaisantes pour les deux parties. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle approuvait cette recommandation et y donnerait suite. Le Conseil a fait sienne également la recommandation de la Mission de visite tendant à ce que, si cette méthode de consultation et de coopération se révélait insuffisante, les gouvernements intéressés fassent en sorte qu'un ou deux Nauruans soient désignés pour participer aux délibérations du conseil de la Compagnie sur toutes les questions affectant les intérêts des Nauruans.

11. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré que les British Phosphate Commissioners avaient accepté que soit organisée au moins une fois par an, une conférence de représentants des British Phosphate Commissioners et de représentants élus nauruans et avaient proposé qu'elle ait lieu tous les ans au mois de juillet, la première devant se réunir en juillet 1963.

/...

#### IV. PROGRES SOCIAL

##### Santé publique

12. Les soins médicaux et dentaires sont assurés gratuitement par l'Administration et les British Phosphate Commissioners. Les malades nauruans qui ont besoin de traitements spéciaux sont envoyés en Australie aux frais de l'Administration. Les dépenses de l'Administration au titre du service de santé, pendant l'année considérée, ont été de 71 377 livres contre 68 545 livres l'année précédente. Les prévisions de dépenses pour 1962-1963 s'établissaient à 82 132 livres.

##### Main-d'oeuvre

13. La semaine de travail normale est de 44 heures, mais pour certains employés, notamment les employés de bureau, elle varie entre 36 et 40 heures.

14. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a accueilli avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle des mesures étaient prises pour fixer un même nombre d'heures de travail par semaine pour tous les employés de l'Administration et des British Phosphate Commissioners, quel que soit leur lieu de recrutement. Il a noté également qu'une Commission d'enquête avait été créée pour la détermination du salaire de base des Nauruans et il a exprimé l'espoir que les conclusions de cette commission figureraient dans le prochain rapport de l'Autorité administrante.

15. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré que depuis le 1er novembre 1961 la semaine de travail normale était de 40 heures au maximum pour tous les employés de la British Phosphate Commissioners et de l'Administration. A la suite des conclusions de la Commission d'enquête chargée de déterminer le salaire de base des Nauruans, le salaire de base des employés nauruans a été relevé à partir du 2 juin 1962 et a été porté à 9 livres 6 shilling 6 pence par semaine, plus une allocation de 10 shilling par semaine pour chacun des deux premiers enfants et de 15 shilling par semaine pour chacun des autres enfants. Le nouveau salaire de base traduit une augmentation d'environ 3 livres par semaine par rapport au salaire de base précédent.

## V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Généralités

16. L'enseignement dans le Territoire est obligatoire et gratuit et, dans les écoles de l'Administration, laïque, pour tous les enfants âgés de 6 à 15 ans (s'ils sont australiens) et de 6 à 17 ans (s'ils sont nauruans). En 1961-1962, les dépenses consacrées à l'enseignement ont été de 73 983 livres contre 58 412 livres l'année précédente.

17. Dans son rapport annuel pour 1961-1962, l'Autorité administrante a déclaré qu'afin de répondre à la demande croissante d'établissements scolaires pour les Nauruans, elle avait construit deux nouvelles écoles maternelles (jardin d'enfants et cours I) dans les districts de Meneng et Anetan. En outre, deux salles de classes et une dépendance avaient été ajoutées à l'école secondaire de l'Administration. La Mission catholique du district Ewa avait également considérablement agrandi ses bâtiments scolaires. On avait soigneusement évalué les accroissements futurs de la population scolaire et l'Administration avait établi ses plans à l'avance pour faire en sorte que l'on dispose des installations nécessaires.

18. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction que, de l'avis de la Mission de visite de 1962, l'enseignement donné aux enfants de Nauru était satisfaisant, les installations et le niveau pédagogique étaient excellents, et le nombre d'élèves par maître était satisfaisant (environ 25 élèves par maître dans les écoles publiques et 30 par maître dans les écoles de mission). Il a noté également qu'une nouvelle classe (classe IV) avait été ajoutée en 1962 à l'école secondaire de la mission du Sacré-Coeur, dont l'enseignement était désormais du même niveau que celui de l'école publique. Le Conseil a eu plaisir à noter que le nombre des bourses accordées par l'Administration à des élèves nauruans, pour leur permettre de faire des études secondaires en Australie, était passé de 8 à 12, et il a exprimé l'espoir que ce nombre s'accroîtrait encore, étant donné que davantage d'élèves pourraient terminer leurs études moyennes par suite de la création d'une classe IV à l'école de la mission du Sacré-Coeur.

19. Dans son rapport, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait pris note des commentaires du Conseil concernant le nombre des bourses accordées par l'Administration à des élèves nauruans pour leur permettre de faire des études secondaires en Australie. Elle a indiqué que, compte tenu du fait qu'un plus grand nombre d'élèves terminaient leurs études moyennes à Nauru, le nombre des bourses attribuées en 1963 serait porté de 12 à 16.

-----